

Par dérogation à l'alinéa précédent, *b*), le bénéficiaire d'une pension de retraite dont le conjoint bénéficie d'une pension de retraite calculée en application de l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal n°72 est tenu de respecter les montants visés aux §§ 2 et 3.;

4° dans le § 4, alinéa 2 qui devient l'alinéa 5, les mots "Pour l'application de l'alinéa précédent" sont remplacés par les mots "Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2";

5° dans le § 5, alinéa 1^{er}, la phrase " A partir de 2014, les montants sont adaptés chaque année à l'indice des salaires conventionnels pour employés du troisième trimestre de l'année précédente conformément à la formule suivante : " est remplacée par la phrase " A partir de 2014, les montants sont adaptés chaque année, par arrêté ministériel, à l'indice des salaires conventionnels pour employés du troisième trimestre de l'année précédente conformément à la formule suivante :";

6° l'article 107 est complété par le paragraphe 6 rédigé comme suit :

"§ 6. Sans préjudice des dispositions du § 5, les montants annuels visés au présent article peuvent, à l'initiative du Ministre qui a les pensions dans ses attributions et du Ministre qui a les Indépendants dans ses attributions, être adaptés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres."

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables pour la première fois aux revenus professionnels de l'année 2015.

Art. 3. Le Ministre qui a les Pensions dans ses attributions et le Ministre qui a les Indépendants dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 janvier 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Indépendants,
W. BORSUS

Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

In afwijking van het vorige lid, *b*), is de gerechtigde op een rustpensioen wiens echtgenoot een rustpensioen geniet dat berekend is in toepassing van artikel 9, § 1, eerste lid, 1^o van het koninklijk besluit nr. 72 ertoe verplicht de in §§ 2 en 3 beoogde bedragen na te leven.;

4° in paragraaf 4 wordt in het tweede lid, dat het vijfde lid wordt, de woorden "Voor de toepassing van het voorgaande lid" vervangen door de woorden "Voor de toepassing van het eerste en het tweede lid";

5° in paragraaf 5, eerste lid wordt de zin " Vanaf 2014 zullen deze bedragen op 1 januari van elk jaar aangepast worden in functie van het indexcijfer van de conventionele lonen voor bedienden van het derde trimester van het voorafgaande jaar volgens volgende formule:" vervangen door de zin " Vanaf 2014 zullen deze bedragen op 1 januari van elk jaar door een ministerieel besluit aangepast worden in functie van het indexcijfer van de conventionele lonen voor bedienden van het derde trimester van het voorafgaande jaar volgens volgende formule:";

6° artikel 107 wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidende :

"§ 6. Onverminderd de bepalingen van § 5, kunnen de in dit artikel beoogde jaarbedragen op initiatief van de Minister die de pensioenen onder zijn bevoegdheid heeft en van de Minister bevoegd voor de Zelfstandigen, worden aangepast, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit."

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

De bepalingen van dit besluit zijn voor het eerst van toepassing op de beroepsinkomsten van het jaar 2015.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Pensioenen en de Minister bevoegd voor de Zelfstandigen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 januari 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Zelfstandigen,
W. BORSUS

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2015/14054]

20 JANVIER 2015. — Arrêté royal modifiant l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

RAPPORT AU ROI

Sire,

J'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté le présent projet d'arrêté royal. Ce projet d'arrêté royal exécute les mesures de l'accord de gouvernement du 9 octobre 2014, relatives au cumul d'une activité professionnelle avec une pension dans le régime des travailleurs salariés.

1. L'objet de l'arrêté royal

Le présent projet exécute l'accord de gouvernement du 9 octobre 2014 en ce qui concerne le cumul d'une pension dans le régime des travailleurs salariés avec des revenus professionnels ou des prestations sociales. À cet effet, il apporte les adaptations nécessaires à l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, avec effet au 1^{er} janvier 2015. Par ailleurs, il apporte des précisions à d'autres dispositions de cet article 64 pour éviter tout problème d'interprétation.

L'accord de gouvernement du 9 octobre 2014 prévoit deux nouvelles mesures en la matière : d'une part, la possibilité d'un cumul illimité pour certains pensionnés (avoir atteint l'âge de 65 ans ou justifier d'une carrière d'au moins 45 années) et d'autre part, l'adaptation de la sanction en cas de dépassement des plafonds en raison du cumul d'une pension avec une activité professionnelle.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2015/14054]

20 JANUARI 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 64 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Ik heb de eer het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen. Dit ontwerp van koninklijk besluit voert de maatregelen van het regeerakkoord van 9 oktober 2014 uit, aangaande de cumulatie van een beroepsbezigheid met een pensioen in het werknemersstelsel.

1. Het opzet van het koninklijk besluit

Het voorliggend ontwerp voert het regeerakkoord van 9 oktober 2014 uit inzake de cumulatie van een pensioen in de werknemersregeling met beroepsinkomsten of met sociale vergoedingen. Het voert namelijk de nodige aanpassingen door in het artikel 64 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, met ingang van 1 januari 2015. Bovendien brengt het precisering aan in andere bepalingen van dit artikel 64 om elk interpretatieprobleem te vermijden.

Het regeerakkoord van 9 oktober 2014 voorziet op dit gebied twee nieuwe maatregelen : enerzijds, de mogelijkheid tot een onbeperkte cumulatie voor bepaalde pensioengerechtigden (de leeftijd van 65 jaar bereikt hebben of een loopbaan van ten minste 45 jaar bewijzen) en anderzijds, de aanpassing van de sanctie in geval van een overschrijding van de grensbedragen wegens cumulatie van een pensioen met een beroepsbezigheid.

Ainsi, les revenus issus de l'exercice d'une activité professionnelle pourront à l'avenir être cumulés de manière illimitée avec le bénéfice d'une pension de retraite aux conditions suivantes, qui ne sont pas cumulatives :

— à la date de prise de cours de sa première pension de retraite belge, le pensionné a une carrière d'au moins 45 ans au sens des dispositions en matière de pension de retraite anticipée;

— le pensionné atteint l'âge de 65 ans et dans ce cas, le cumul illimité est possible dès le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 65 ans.

La première condition du cumul illimité correspond au nombre d'années d'une carrière complète tandis que la seconde condition correspond à l'âge légal actuel de pension dans le régime général des travailleurs salariés.

Les personnes qui bénéficient exclusivement d'une pension de survie ne sont donc pas concernées par cette mesure.

En ce qui concerne la remarque du Conseil d'Etat d'apporter une justification du régime en projet au regard du principe constitutionnel de l'égalité, il convient de préciser ce qui suit. L'article 25 de l'arrêté royal n°50 prévoit le principe de l'interdiction de cumul d'une pension de retraite ou de survie avec l'exercice d'une activité professionnelle. Le Roi peut prévoir des exceptions à ce principe. Cette habilitation est exécutée à l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967.

L'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 a prévu différentes catégories de personnes. Le présent arrêté royal ne modifie pas les différentes catégories de bénéficiaires déjà existantes. Il introduit cependant une nouvelle catégorie pour ceux qui répondent aux conditions pour pouvoir cumuler de manière illimitée une pension de retraite avec un revenu professionnel.

Les deux critères qui donnent la possibilité d'un cumul illimité, d'une part le critère de l'âge et d'autre part le critère de la durée de carrière, sont des critères objectifs.

En effet, pour l'âge, il s'agit de l'âge légal de la pension actuel de 65 ans.

Pour la condition de carrière, il s'agit du nombre d'années requis pour atteindre une carrière complète.

La mesure est prévue pour les personnes âgées d'au moins 65 ans car l'objectif du gouvernement est qu'elle participe, avec d'autres mesures, au maintien en activité des plus âgés. Celle-ci permet par ailleurs aux pensionnés de compléter une pension le cas échéant plus faible.

Quant aux pensionnés qui n'ont pas atteint l'âge de 65 ans, il ne convient pas pour ceux qui n'ont pas une carrière suffisante de leur permettre cette possibilité de cumul illimité. La prise de la pension anticipée ne peut pas être encouragée: il est préférable que ceux-ci reportent le moment de leur départ à la pension anticipée de sorte qu'ils complètent encore leur carrière.

J'attire par ailleurs votre attention sur le fait que les mêmes critères seront repris dans les réglementations de pension des travailleurs indépendants et du secteur public et ce, dans un souci d'harmonisation des trois régimes de pension. Ces critères ne seront donc pas seulement d'application aux travailleurs salariés.

Vu la confirmation par la Commission de réformes des pensions 2020-2040 que la possibilité d'un cumul illimité est souhaitable, le gouvernement, dans la continuité de la logique retenue pour l'adoption des mesures actuellement applicables, décide donc d'assouplir encore les mesures qu'il avait déjà prises sous la législature précédente tout en continuant à tenir compte du fait que le pensionné a ou non une carrière suffisante.

Le conjoint pensionné d'une personne qui bénéficie d'une pension au taux ménage (75 %) doit lui aussi respecter les limites de travail autorisé. Il faut rappeler qu'une pension au taux ménage n'est actuellement octroyée que lorsque seul un des conjoints a un revenu ou lorsque l'autre conjoint a un revenu très limité (ex : le conjoint n'exerce qu'une activité professionnelle limitée ou lorsque la pension est inférieure à la différence entre la pension comme isolé et la pension au taux ménage du conjoint qui bénéficie de la pension la plus élevée). La raison d'être d'une pension au taux ménage est en effet l'octroi d'une pension de retraite calculée sur la base d'un pourcentage plus élevé (75 % au lieu de 60 %) à des couples qui doivent vivre avec un revenu. Si le conjoint pensionné d'une personne qui bénéficie d'une pension au taux ménage peut gagner davantage que les montants limites autorisés, et donc s'il peut travailler sans limite de revenus, l'on peut difficilement encore parler d'un couple qui doit vivre avec un revenu.

Zo zullen de inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsbezigheid met het genot van een rustpensioen in de toekomst op onbeperkte wijze kunnen gecumuleerd worden onder de volgende voorwaarden, die niet cumulatief zijn :

— op de ingangsdatum van zijn eerste Belgische rustpensioen, heeft de pensioengerechtigde een loopbaan van ten minste 45 jaar in de zin van de bepalingen inzake het vervroegd rustpensioen;

— de pensioengerechtigde bereikt de leeftijd van 65 jaar en in dit geval is de onbeperkte cumulatie mogelijk vanaf 1 januari van het jaar tijdens welke hij de leeftijd van 65 jaar bereikt.

De eerste voorwaarde van onbeperkte cumulatie stemt overeen met het aantal jaren van een volledige loopbaan, terwijl de tweede voorwaarde overeenstemt met de huidige wettelijke pensioenleeftijd in het werknemersstelsel.

De personen die uitsluitend een overlevingspensioen genieten worden niet beoogd door deze maatregel.

Wat de opmerking van de Raad van State betreft om een rechtvaardiging te geven met betrekking tot het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel, kan men de volgende preciseringen aanbrengen. Artikel 25 van het koninklijk besluit nr 50 voorziet het principe van een cumulatieverbod van een rust- of overlevingspensioen en een beroepsactiviteit. De Koning kan uitzonderingen op dit principe voorzien. Deze machtiging wordt uitgevoerd in artikel 64 van het koninklijk besluit van 21 december 1967.

Artikel 64 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 voorziet verschillende categorieën van personen. Het voorliggend koninklijk besluit wijzigt deze reeds bestaande categorieën niet. Het introduceert daarentegen een nieuwe categorie voor diegenen die de voorwaarden vervullen om het inkomen uit een beroepsactiviteit onbeperkt te cumuleren met een rustpensioen.

Beide criteria die de mogelijkheid tot onbeperkt bijverdienen mogelijk maken, nl. enerzijds het criterium van leeftijd en anderzijds het criterium van de loopbaan, zijn objectieve criteria.

Voor het leeftijdscriterium betreft het namelijk de actuele wettelijke pensioenleeftijd van 65 jaar.

Voor het loopbaancriterium betreft het het aantal jaar dat een volledige loopbaan uitmaakt.

De maatregel is voorzien voor personen van minstens 65 jaar oud aangezien het de doelstelling van de regering is om aan de hand van andere maatregelen mee te werken aan het behoud van ouderen in activiteit. Het biedt gepensioneerden bovendien de mogelijkheid om een eventueel lager pensioenbedrag aan te vullen.

Voor personen jonger dan 65 en een onvoldoende lange loopbaan is het niet wenselijk onbeperkt bijverdienen bij het pensioen mogelijk te maken. Opname van het vervroegd pensioen mag immers niet aangemoedigd worden : het krijgt de voorkeur dat men de opname van het vervroegd pensioen uitstelt tot men een volledige carrière gepresteerd heeft.

Ik trek bovendien uw aandacht op het feit dat dezelfde criteria overgenomen zullen worden in het stelsel van de zelfstandigen en de publieke sector, de harmonisering van de drie pensioenregimes indachtig. Deze criteria zullen dus niet enkel in het werknemersstelsel gehanteerd worden.

Gezien de bevestiging van de Commissie Pensioenhervorming 2020-2040 dat de mogelijkheid van een onbeperkte cumulatie wenselijk is, heeft de regering in lijn met de invoering van de actuele van toepassing zijnde regels, beslist de regels verder te versoepelen die tijdens de vorige legislatuur genomen waren, steeds rekening houdend met het feit of de gepensioneerde al dan niet een voldoende lange loopbaan gepresteerd heeft.

De gepensioneerde echtgenoot van een persoon die een gezinspensioen ontvangt (75 %) moet zich wel aan de grensbedragen van de toegelaten beroepsactiviteit houden. Een gezinspensioen wordt immers enkel toegekend als slechts een van de echtgenoten een inkomen heeft of de andere echtgenoot een zeer beperkt inkomen heeft (de echtgenoot oefent bijvoorbeeld enkel een beperkte beroepsactiviteit uit of het pensioen is lager dan het verschil tussen het pensioen als alleenstaande en het pensioen aan gezinstarief van de echtgenoot die het hoogste pensioen geniet). De bestaansreden voor een pensioen aan gezinstarief is immers precies de toekenning van een pensioen berekend aan een hoger percentage (75 % in plaats van 60 %) aan koppels die moeten leven met slechts één inkomen. Als de gepensioneerde echtgenoot van een persoon die het gezinspensioen geniet daarentegen meer zou kunnen bijverdienen dan de toegelaten grensbedragen en dus onbeperkt zou kunnen bijverdienen, kan men nog moeilijk spreken over een koppel dat met één inkomen moet leven.

Quant aux personnes qui bénéficient déjà de leur pension et qui continuent à travailler, elles ne se constituent pas de nouveaux droits à pension après la prise de cours de leur pension puisque leur pension constitue un revenu de remplacement et que l'activité professionnelle autorisée reste l'exception. Ce principe est déjà prévu dans la réglementation actuelle et n'a fait l'objet d'aucune critique.

Je pense dès lors que ces précisions répondent de manière concluante à la remarque formulée par le Conseil d'Etat dans son avis n°56.854/1 du 10 décembre 2014 en ce qui concerne le principe d'égalité (point 6.2 de l'avis du Conseil d'Etat).

En ce qui concerne la sanction en cas de dépassement des plafonds suite au cumul, celle-ci reste proportionnelle au pourcentage du dépassement même si ce dépassement est de 25 % ou plus. La sanction est plus favorable aux pensionnés que celle en vigueur actuellement dans le sens où il n'y a plus de suspension complète de la pension en cas de dépassement de 25 % ou plus.

2. Commentaire des articles

L'article 1^{er} apporte plusieurs modifications à l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967.

La première modification remplace le paragraphe 4 qui prévoit, pour les revenus perçus à partir de 2015, deux cas de cumul illimité d'une pension de retraite avec une activité professionnelle.

Le premier cas concerne le cumul illimité d'une pension avec une activité professionnelle à partir de 65 ans et est prévu pour tous les pensionnés et ce, avec effet dès le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle le pensionné atteint cet âge de 65 ans. Aucune condition de carrière n'est exigée et la condition d'âge ne doit pas être remplie au moment de la mise à la retraite.

Par exemple, une personne qui part à la retraite à 64 ans, peut, à partir du 1^{er} janvier de l'année où elle atteint 65 ans, avoir un revenu complémentaire de manière illimitée.

En cas de bénéfice d'une pension au taux de ménage, le conjoint du titulaire qui ne perçoit pas sa pension personnelle ou dont la pension personnelle est portée en déduction de la pension allouée au taux de ménage n'est pas visé par cette mesure; à 65 ans, il doit se conformer aux plafonds applicables aux bénéficiaires qui atteignent l'un des âges visés à l'article 2 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996.

Par contre, le second cas de cumul illimité est soumis à une condition de carrière : en effet, le titulaire d'une retraite peut percevoir un revenu professionnel illimité s'il justifie d'une carrière d'au moins 45 ans. Cette condition de carrière doit être remplie à la date de prise de cours de la première pension de retraite belge du pensionné; à défaut, il ne pourra cumuler de manière illimitée qu'à partir du 1^{er} janvier de l'année où il atteint 65 ans. En outre, pour être prises en compte, ces 45 années de carrière doivent répondre à la définition d'une année au sens de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 en matière de pension de retraite anticipée dans le régime des travailleurs salariés.

La deuxième modification à l'article 64 concerne la sanction en cas de dépassement des plafonds. Le présent projet remplace le paragraphe 6 en prévoyant une sanction plus favorable pour les revenus à partir de 2015. En effet, la pension est réduite proportionnellement au pourcentage du dépassement même en cas de dépassement du plafond de 25 % ou plus. Il n'y a donc plus de suspension totale de la pension dès qu'un dépassement de 25 % ou plus est constaté. Par ailleurs, il va de soi que cette sanction n'est pas applicable aux pensionnés qui satisfont à l'une des conditions prévues au paragraphe 4 pour le cumul illimité.

La troisième modification à l'article 64 apporte une précision en ce qui concerne l'adaptation annuelle des plafonds prévue au paragraphe 8. Il est expressément stipulé que les montants sont adaptés par un arrêté ministériel.

La quatrième modification à l'article 64 adapte le paragraphe 9 suite au nouveau cas de cumul illimité après une carrière de 45 années. Cette disposition prévoit toujours que quiconque perçoit une pension de retraite de travailleur salarié et poursuit son travail dans le cadre de l'activité autorisée ne peut, en continuant à travailler après la date de prise de cours de cette pension, se constituer un droit de pension complémentaire dans le régime de pension des travailleurs salariés. Les années d'activité (cumulées avec une pension de retraite) ne sont pas prises en compte pour la condition de carrière exigée dans le cadre du cumul d'une pension de retraite et des revenus professionnels illimités.

Personen die reeds een pensioen genieten en blijven werken, bouwen geen verdere pensioenrechten op na de ingangsdatum van hun pensioen aangezien hun pensioen een vervangingsinkomen is en de toegelaten beroepsactiviteit de uitzondering blijft. Dit principe bestaat reeds in de actuele regelgeving en heeft nooit het onderwerp uitgemaakt van kritiek.

Ik denk derhalve dat met deze preciseringen afdoende geantwoord is op de opmerking van de Raad van State in haar advies nr. 56.854/1 van 10 december 2014 in verband met het gelijkheidsbeginsel (punt 6.2 van het advies van de Raad van State).

Wat de sanctie betreft in geval van overschrijding van de grensbedragen ten gevolge van de cumulatie, blijft deze evenredig aan het percentage van overschrijding, zelfs als deze overschrijding 25 % of meer bedraagt. De sanctie is voordeliger voor de pensioengerechtigden dan deze momenteel van kracht in die zin dat er geen volledige schorsing van het pensioen meer is in geval van een overschrijding vanaf 25 %.

2. Commentaar van de artikelen

Artikel 1 brengt meerdere wijzigingen aan in het artikel 64 van het koninklijk besluit van 21 december 1967.

De eerste wijziging vervangt paragraaf 4 dat, voor de inkomsten ontvangen vanaf 2015, twee gevallen van onbeperkte cumulatie van een rustpensioen met een beroepsbezigheid voorziet.

Het eerste geval betreft de onbeperkte cumulatie van een pensioen met een beroepsactiviteit vanaf 65 jaar en is voorzien voor alle pensioengerechtigden en dit, met ingang vanaf 1 januari van het jaar tijdens welke de pensioengerechtigde deze leeftijd van 65 jaar bereikt. Geen enkele loopbaanvoorwaarde is vereist en de leeftijdsvoorwaarde dient niet te worden vervuld op het ogenblik van oppensioenstelling.

Bijvoorbeeld, iemand die op 64 jaar op pensioen gaat, kan vanaf 1 januari van het jaar waarin hij 65 jaar wordt, bijkomende inkomsten hebben op een onbeperkte wijze.

In geval van het genot van een pensioen aan gezinsbedrag, wordt de echtgenoot van de titularis die zijn persoonlijk pensioen niet ontvangt of waarvan het persoonlijk pensioen in mindering wordt gebracht van het toegekende pensioen aan gezinsbedrag, niet beoogd door deze maatregel; op 65 jaar dient hij zich te voegen naar de grensbedragen van toepassing op de gerechtigden die één van de leeftijden bereikt hebben, bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 23 december 1996.

Het tweede geval van onbeperkte cumulatie is daarentegen wel onderworpen aan een loopbaanvoorwaarde: de titularis van een rustpensioen kan namelijk onbeperkt beroepsinkomsten ontvangen als hij een loopbaan van ten minste 45 jaar bewijst. Deze loopbaanvoorwaarde dient te worden vervuld op de ingangsdatum van het eerste Belgische rustpensioen van de pensioengerechtigde. Bij gebreke daarvan, zal hij slechts op onbeperkte wijze kunnen cumuleren vanaf 1 januari van het jaar waarin hij de leeftijd van 65 jaar bereikt. Bovendien, om in aanmerking te worden genomen, dienen deze 45 loopbaanjaren te beantwoorden aan de definitie van een jaar in de zin van artikel 4, § 2 van het koninklijk besluit van 23 december 1996 inzake het vroegere rustpensioen in het werknemersstelsel.

De tweede wijziging in artikel 64 betreft de sanctie in geval van overschrijding van de grensbedragen. Het voorliggend besluit vervangt paragraaf 6 door een meer voordelige sanctie te voorzien voor de inkomsten vanaf 2015. Het pensioen wordt namelijk evenredig vermindert met het percentage van overschrijding, zelfs in geval van een overschrijding van het grensbedrag met 25 % of meer. Er is dus geen volledige schorsing van het pensioen meer wanneer een overschrijding van 25 % of meer wordt vastgesteld. Het spreekt overigens vanzelf dat deze sanctie niet van toepassing is op de pensioengerechtigden die voldoen aan een van de voorwaarden voor onbeperkte cumulatie voorzien in paragraaf 4.

De derde wijziging in artikel 64 brengt een precisering aan wat de jaarlijkse aanpassing van de grensbedragen voorzien in paragraaf 8 betreft. Er wordt uitdrukkelijk bepaald dat de bedragen aangepast worden bij een ministerieel besluit.

De vierde wijziging in artikel 4 past paragraaf 9 aan ten gevolge het nieuw geval van onbeperkte cumulatie na een loopbaan van 45 jaar. Deze bepaling voorziet nog steeds dat wie een rustpensioen als werknemer ontvangt en verder werkt in het kader van een toegelaten activiteit door verder te werken na de ingangsdatum van dat pensioen geen bijkomende pensioenrechten kan opbouwen in het pensioenstelsel voor werknemers. De beroepsjaren (gecumuleerd met een rustpensioen) worden niet in aanmerking genomen voor de loopbaanvoorwaarde vereist in het kader van de cumulatie van een rustpensioen en onbeperkte beroepsinkomsten.

La cinquième et dernière modification à l'article 64 apporte une précision au paragraphe 10, qui prévoit qu'à l'initiative du ministre compétent les montants peuvent être adaptés. Désormais, il est expressément stipulé que cette adaptation se fait par un arrêté royal, afin de distinguer cette disposition du paragraphe 8 qui concerne, quant à lui, l'adaptation annuelle des plafonds via un arrêté ministériel.

L'article 2 dispose que les dispositions du présent arrêté sont d'application aux revenus professionnels perçus à partir de l'année 2015.

L'article 3 fixe la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal au 1^{er} janvier 2015.

L'article 4 précise que le ministre qui a les Pensions dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Conseil d'Etat, section de législation

avis 56.854/1 du 10 décembre 2014 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés'

Le 3 décembre 2014, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre des Pensions à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 9 décembre 2014. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Wilfried VAN VAERENBERGH et Wouter PAS, conseillers d'Etat, et Greet VERBERCKMOES, greffier.

Le rapport a été présenté par Wendy DEPESTER, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Wilfried VAN VAERENBERGH, conseiller d'Etat.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 décembre 2014.

1. Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée par la circonstance :

« que l'accord de gouvernement du 9 octobre 2014 prévoit que les mesures adoptées en matière de cumul d'une activité professionnelle avec une pension de travailleur salarié prendront effet dès le 1^{er} janvier 2015. Ainsi, la possibilité de cumul illimité pour certains pensionnés et la sanction plus favorable en cas de dépassement des plafonds prévues par le projet d'arrêté s'appliqueront à partir du 1^{er} janvier 2015. Il est donc important et urgent que l'Office national des Pensions puisse, d'une part, prendre, sans délai, les mesures nécessaires pour informer le plus rapidement possible les bénéficiaires concernés par le projet d'arrêté afin de leur permettre d'organiser leur vie professionnelle (notamment d'étendre leur activité professionnelle pour les pensionnés qui peuvent désormais percevoir des revenus professionnels illimités) et d'autre part, pour adapter ses programmes informatiques à ces modifications réglementaires ».

*

De vijfde en laatste wijziging in artikel 64 brengt een precisering aan in paragraaf 10, dat voorziet dat op initiatief van de bevoegde minister de bedragen kunnen worden aangepast. Voortaan is uitdrukkelijk bepaald dat deze aanpassing geschiedt bij een koninklijk besluit, teneinde deze bepaling te onderscheiden van paragraaf 8 die, op zich, betrekking heeft op de jaarlijkse aanpassing van de grensbedragen via een ministerieel besluit.

Artikel 2 bepaalt dat de bepalingen van het voorliggend besluit van toepassing zijn op de beroepsinkomsten ontvangen vanaf het jaar 2015.

Artikel 3 legt de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit vast op 1 januari 2015.

Artikel 4 preciseert dat de minister bevoegd voor Pensioenen belast is met de uitvoering van dit besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

Raad van State, afdeling Wetgeving

advies 56.854/1 van 10 december 2014 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van artikel 64 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers'

Op 3 december 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Pensioenen verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van artikel 64 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 9 december 2014. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Wilfried VAN VAERENBERGH en Wouter PAS, staatsraden, en Greet VERBERCKMOES, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wendy DEPESTER, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wilfried VAN VAERENBERGH, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 december 2014.

1. Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid :

“que l'accord de gouvernement du 9 octobre 2014 prévoit que les mesures adoptées en matière de cumul d'une activité professionnelle avec une pension de travailleur salarié prendront effet dès le 1^{er} janvier 2015. Ainsi, la possibilité de cumul illimité pour certains pensionnés et la sanction plus favorable en cas de dépassement des plafonds prévues par le projet d'arrêté s'appliqueront à partir du 1^{er} janvier 2015. Il est donc important et urgent que l'Office national des Pensions puisse, d'une part, prendre, sans délai, les mesures nécessaires pour informer le plus rapidement possible les bénéficiaires concernés par le projet d'arrêté afin de leur permettre d'organiser leur vie professionnelle (notamment d'étendre leur activité professionnelle pour les pensionnés qui peuvent désormais percevoir des revenus professionnels illimités) et d'autre part, pour adapter ses programmes informatiques à ces modifications réglementaires”.

*

2. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1er, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a dû se limiter à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique et de l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

3. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'apporter plusieurs modifications à l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 'portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés'.

Ces modifications concernent le cumul d'une activité professionnelle avec une pension de retraite dans le régime de pension des travailleurs salariés. À partir du 1er janvier 2015, les bénéficiaires d'une pension qui, à la date de prise de cours de leur première pension de retraite belge, justifient d'une carrière d'au moins 45 ans et tous les bénéficiaires d'une pension qui atteignent l'âge de 65 ans pourront cumuler sans restriction une pension de retraite avec des revenus professionnels. En outre, la sanction en cas de dépassement des plafonds résultant du cumul d'une pension de retraite avec des revenus professionnels est assouplie.

Les dispositions en projet entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et sont applicables aux revenus professionnels perçus à partir de l'année 2015.

4. Selon le préambule du projet, le fondement juridique des dispositions en projet est recherché dans les articles 25, 31 et 39 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 'relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés'.

Dans la mesure où il porte sur les possibilités et les plafonds de cumul (article 64, § 4 et §§ 8 à 10, en projet), l'article 1^{er} du projet peut trouver un fondement juridique dans l'article 25 de l'arrêté royal n° 50.

Dans la mesure où il concerne la sanction du dépassement des plafonds de cumul (article 64, § 6, en projet), l'article 1^{er} du projet peut trouver un fondement juridique dans l'article 39 de l'arrêté royal n° 50.

Comme le confirme le délégué, l'article 31 de l'arrêté royal n° 50 ne procure pas de fondement juridique au projet. Par conséquent, il convient de supprimer la référence à cet article dans le premier alinéa du préambule.

FORMALITÉS

5. L'avis de l'inspecteur des Finances du 26 novembre 2014 et l'accord du Ministre du Budget du 27 novembre 2014, visés dans le préambule du projet, doivent être combinés, respectivement, avec l'avis du 5 novembre 2014 et l'accord du 6 novembre 2014 concernant une version antérieure du projet. Le préambule doit dès lors également mentionner ces avis et accord.

EXAMEN DU TEXTE

OBSERVATION GÉNÉRALE

6.1. Le régime en projet opère une distinction entre des catégories de pensionnés sur la base de l'âge (âgés de plus ou de moins de 65 ans) et de la durée de la carrière professionnelle (plus ou moins de 45 années de carrière à la date de prise de cours de la première pension de retraite belge). Le projet prévoit également que le pensionné âgé de 65 ans dont le conjoint bénéficie d'une pension de retraite accordée sur la base de 75 % des rémunérations brutes visées aux articles 3, § 8, de la loi du 20 juillet 1990 (1) ou 5, § 8, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 (2), est tenu de respecter les plafonds. En outre, l'arrêté en projet s'applique uniquement aux travailleurs salariés.

Pareilles différences de traitement doivent, de toute évidence, être justifiées au regard des principes d'égalité et de non-discrimination inscrits aux articles 10 et 11 de la Constitution.

Selon la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, une différence de traitement ne peut se concilier avec les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination que si cette différence repose sur un critère objectif et si elle est raisonnablement justifiée. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure concernée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

2. Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

3. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe een aantal wijzigingen aan te brengen in artikel 64 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 'tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers'.

Die wijzigingen hebben betrekking op de cumulatie van een beroepsbezigheid met een rustpensioen in het werknemersstelsel. Vanaf 1 januari 2015 wordt het voor pensioengerechtigden die op de ingangsdatum van hun eerste Belgische rustpensioen een loopbaan van ten minste 45 jaar bewijzen en voor alle pensioengerechtigden die de leeftijd van 65 jaar bereiken mogelijk om een rustpensioen onbeperkt te cumuleren met beroepsinkomsten. Daarnaast wordt de sanctie in geval van overschrijding van de grensbedragen ten gevolge van de cumulatie van een rustpensioen met beroepsinkomsten versoepeld.

De ontworpen regeling treedt in werking op 1 januari 2015 en is van toepassing op de beroepsinkomsten ontvangen vanaf het jaar 2015.

4. Luidens de aanhef van het ontwerp wordt voor de ontworpen regeling rechtsgrond gezocht in de artikelen 25, 31 en 39 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 'betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers'.

Voor zover artikel 1 van het ontwerp betrekking heeft op de cumulumogelijkheden en -grenzen (ontworpen artikel 64, § 4 en §§ 8 tot 10), kan ervoor rechtsgrond worden gevonden in artikel 25 van het koninklijk besluit nr. 50.

Voor zover artikel 1 van het ontwerp betrekking heeft op de sanctionering van de overschrijding van de cumulumogelijkheden (ontworpen artikel 64, § 6), kan ervoor rechtsgrond worden gevonden in artikel 39 van het koninklijk besluit nr. 50.

Zoals door de gemachtigde wordt bevestigd, biedt artikel 31 van het koninklijk besluit nr. 50 geen rechtsgrond voor het ontwerp. De verwijzing naar dat artikel dient dan ook te worden geschrapt in het eerste lid van de aanhef.

VORMVEREISTEN

5. Het advies van de inspecteur van Financiën van 26 november 2014 en de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 november 2014, waaraan wordt gerefereerd in de aanhef van het ontwerp, moeten worden gelezen in samenhang met respectievelijk het advies van 5 november 2014 en de akkoordbevinding van 6 november 2014 met betrekking tot een vroegere versie van het ontwerp. Van dat advies en die akkoordbevinding moet dan ook eveneens melding worden gemaakt in de aanhef.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

ALGEMENE OPMERKING

6.1. In de ontworpen regeling wordt een onderscheid gemaakt tussen categorieën van gepensioneerden op grond van de leeftijd (ouder of jonger dan 65 jaar) en de duur van de beroepsloopbaan (meer of minder dan 45 loopbaan jaren op de ingangsdatum van het eerste Belgische rustpensioen). Ook voorziet het ontwerp erin dat de pensioengerechtigde van 65 jaar waarvan de echtgenoot een rustpensioen geniet, toegekend op basis van 75 % van de in de artikelen 3, § 8, van de wet van 20 juli 1990 (1) of 5, § 8, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 (2) bedoelde brutolonen, verplicht is om de grensbedragen na te leven. Bovendien is het ontworpen besluit enkel van toepassing op werknemers.

Dergelijke verschillen in behandeling dienen uiteraard verantwoord te worden in het licht van de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie zoals die zijn vervat in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Een verschil in behandeling is volgens de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof slechts verenigbaar met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie wanneer dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld, rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betrokken maatregel en met de aard van de terzake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

6.2. Invité à justifier les différences de traitement précitées, le délégué a répondu ce qui suit :

« L'article 25 de l'arrêté royal n° 50 prévoit le principe de l'interdiction de cumul d'une pension de retraite ou de survie avec l'exercice d'une activité professionnelle. Le Roi peut prévoir des exceptions à ce principe. Cette habilitation est exécutée à l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967.

L'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 a prévu différentes catégories de personnes. Le présent projet d'arrêté royal ne modifie pas les différentes catégories de bénéficiaires déjà existantes et visées à l'article 64. Il introduit cependant une nouvelle catégorie pour ceux qui répondent aux conditions pour pouvoir cumuler de manière illimitée une pension de retraite avec un revenu professionnel (article 64, § 4).

Il est à noter que :

— les critères d'âge et de durée de carrière sont des critères objectifs. En effet, pour l'âge, il s'agit de l'âge légal actuel dans le régime de pension des travailleurs salariés et pour la carrière, il s'agit du nombre d'années requis pour une carrière complète; la possibilité de cumuler de façon illimitée est réservée aux personnes âgées d'au moins 65 ans car l'objectif du gouvernement est de décourager les départs en pension anticipée, c'est-à-dire les départs à un âge antérieur à l'âge légal de 65 ans. En ce qui concerne le critère de 45 ans, le gouvernement est d'avis qu'il n'est pas justifié d'imposer à quelqu'un, qui avant l'âge de 65 ans a une carrière complète (ce qui signifie qu'il a commencé à travailler très jeune), d'atteindre l'âge de 65 ans pour pouvoir travailler de façon illimitée.

— Différence sur la base de la nature de l'activité professionnelle (seulement travailleurs salariés): les mêmes critères seront repris dans les réglementations de pension des travailleurs indépendants et du secteur public et ce, dans un souci d'harmonisation des 3 régimes de pension. Ces critères ne seront donc pas seulement d'application aux travailleurs salariés.

— Distinction sur la base de la constitution des droits de pension: il est logique que les personnes qui bénéficient déjà de leur pension et qui continuent à travailler ne se constituent pas de nouveaux droits à pension après la prise de cours de leur pension étant donné que leur pension constitue un revenu de remplacement et que l'activité professionnelle autorisée reste l'exception. Ce principe est déjà prévu dans la réglementation actuelle et n'a fait l'objet d'aucune critique;

— Le conjoint pensionné d'une personne qui bénéficie d'une pension au taux ménage (75 %) doit en effet respecter les limites de travail autorisé. Il faut rappeler qu'une pension au taux ménage n'est actuellement octroyée que lorsque seul un des conjoints a un revenu ou lorsque l'autre conjoint a un revenu très limité (ex : le conjoint n'exerce qu'une activité professionnelle limitée ou lorsque la pension est inférieure à la différence entre la pension comme isolé et la pension au taux ménage du conjoint qui bénéficie de la pension la plus élevée). La raison d'être d'une pension au taux ménage est en effet l'octroi d'une pension de retraite calculée sur la base d'un pourcentage plus élevé (75 % au lieu de 60 %) à des couples qui doivent vivre avec un revenu.

Si le conjoint pensionné d'une personne qui bénéficie d'une pension au taux ménage peut gagner davantage que les montants limites autorisés, et donc s'il peut travailler sans limite de revenus, l'on peut difficilement encore parler d'un couple qui doit vivre avec un revenu. C'est pourquoi si le conjoint pensionné travaille de façon illimitée :

o l'on octroie aux deux conjoints une pension de retraite d'isolé;

o les deux conjoints peuvent cumuler leur propre pension de retraite d'isolé avec une activité professionnelle sans limite de revenus lorsqu'ils atteignent l'âge de 65 ans ou à partir du moment où ils peuvent justifier d'une carrière de 45 ans ».

6.3. Nonobstant ces explications, le Conseil d'État, section de législation, ne dispose pas d'éléments suffisants lui permettant d'apprécier de manière concluante la question de savoir si la mesure en projet peut être considérée comme proportionnée et si les critères utilisés à cet égard peuvent être regardés comme pertinents au regard de l'objectif qui les sous-tend. Une réserve est dès lors émise sur ce point. Il est toutefois recommandé de faire figurer dans le rapport au Roi une justification du régime en projet au regard du principe constitutionnel d'égalité. En effet, le rapport au Roi ne comporte actuellement aucune précision sur ce point.

Le Greffier,
Greet VERBERCKMOES

Le Président,
Marnix VAN DAMME

6.2. Gevraagd naar een verantwoording voor de hiervoor vermelde verschillen in behandeling, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord :

“L'article 25 de l'arrêté royal n° 50 prévoit le principe de l'interdiction de cumul d'une pension de retraite ou de survie avec l'exercice d'une activité professionnelle. Le Roi peut prévoir des exceptions à ce principe. Cette habilitation est exécutée à l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967.

L'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 a prévu différentes catégories de personnes. Le présent projet d'arrêté royal ne modifie pas les différentes catégories de bénéficiaires déjà existantes et visées à l'article 64. Il introduit cependant une nouvelle catégorie pour ceux qui répondent aux conditions pour pouvoir cumuler de manière illimitée une pension de retraite avec un revenu professionnel (article 64, § 4).

Il est à noter que :

— les critères d'âge et de durée de carrière sont des critères objectifs. En effet, pour l'âge, il s'agit de l'âge légal actuel dans le régime de pension des travailleurs salariés et pour la carrière, il s'agit du nombre d'années requis pour une carrière complète; la possibilité de cumuler de façon illimitée est réservée aux personnes âgées d'au moins 65 ans car l'objectif du gouvernement est de décourager les départs en pension anticipée, c'est-à-dire les départs à un âge antérieur à l'âge légal de 65 ans. En ce qui concerne le critère de 45 ans, le gouvernement est d'avis qu'il n'est pas justifié d'imposer à quelqu'un, qui avant l'âge de 65 ans a une carrière complète (ce qui signifie qu'il a commencé à travailler très jeune), d'atteindre l'âge de 65 ans pour pouvoir travailler de façon illimitée.

— Différence sur la base de la nature de l'activité professionnelle (seulement travailleurs salariés) : les mêmes critères seront repris dans les réglementations de pension des travailleurs indépendants et du secteur public et ce, dans un souci d'harmonisation des 3 régimes de pension. Ces critères ne seront donc pas seulement d'application aux travailleurs salariés.

— Distinction sur la base de la constitution des droits de pension : il est logique que les personnes qui bénéficient déjà de leur pension et qui continuent à travailler ne se constituent pas de nouveaux droits à pension après la prise de cours de leur pension étant donné que leur pension constitue un revenu de remplacement et que l'activité professionnelle autorisée reste l'exception. Ce principe est déjà prévu dans la réglementation actuelle et n'a fait l'objet d'aucune critique;

— Le conjoint pensionné d'une personne qui bénéficie d'une pension au taux ménage (75 %) doit en effet respecter les limites de travail autorisé. Il faut rappeler qu'une pension au taux ménage n'est actuellement octroyée que lorsque seul un des conjoints a un revenu ou lorsque l'autre conjoint a un revenu très limité (ex : le conjoint n'exerce qu'une activité professionnelle limitée ou lorsque la pension est inférieure à la différence entre la pension comme isolé et la pension au taux ménage du conjoint qui bénéficie de la pension la plus élevée). La raison d'être d'une pension au taux ménage est en effet l'octroi d'une pension de retraite calculée sur la base d'un pourcentage plus élevé (75 % au lieu de 60 %) à des couples qui doivent vivre avec un revenu.

Si le conjoint pensionné d'une personne qui bénéficie d'une pension au taux ménage peut gagner davantage que les montants limites autorisés, et donc s'il peut travailler sans limite de revenus, l'on peut difficilement encore parler d'un couple qui doit vivre avec un revenu. C'est pourquoi si le conjoint pensionné travaille de façon illimitée :

o l'on octroie aux deux conjoints une pension de retraite d'isolé;

o les deux conjoints peuvent cumuler leur propre pension de retraite d'isolé avec une activité professionnelle sans limite de revenus lorsqu'ils atteignent l'âge de 65 ans ou à partir du moment où ils peuvent justifier d'une carrière de 45 ans.”

6.3. Niettegenstaande deze toelichting, beschikt de Raad van State, afdeling Wetgeving, niet over voldoende gegevens om tot een sluitend oordeel te komen over de vraag of de ontworpen maatregel als proportioneel en de in dat verband aangewende criteria als pertinent kunnen worden beschouwd in het licht van de doelstelling die eraan ten grondslag ligt. Op dat punt wordt dan ook een voorbehoud gemaakt. Wel verdient het aanbeveling om in het verslag aan de Koning een verantwoording van de ontworpen regeling op te nemen in het licht van het grondwettelijke gelijkheidsbeginsel. Thans bevat het verslag aan de Koning op dit punt immers geen enkele verduidelijking.

De Griffier,
Greet VERBERCKMOES

De Voorzitter,
Marnix VAN DAMME

Notes

1 Loi du 20 juillet 1990 'instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général'.

2 Arrêté royal du 23 décembre 1996 'portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions'.

20 JANVIER 2015. — Arrêté royal modifiant l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, l'article 25, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 21 janvier 2003 et l'article 39, remplacé par la loi du 26 juin 1992 et modifié en dernier lieu par la loi du 11 juillet 2005;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office national des Pensions, donné le 12 novembre 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné les 5 et 26 novembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné les 6 et 27 novembre 2014;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'accord de gouvernement du 9 octobre 2014 prévoit que les mesures adoptées en matière de cumul d'une activité professionnelle avec une pension de travailleur salarié prennent effet dès le 1^{er} janvier 2015. Ainsi, la possibilité de cumul illimité pour certains pensionnés et la sanction plus favorable en cas de dépassement des plafonds prévues par le présent arrêté s'appliqueront à partir du 1^{er} janvier 2015. Il est donc important et urgent que l'Office national des Pensions puisse, d'une part, prendre, sans délai, les mesures nécessaires pour informer le plus rapidement possible les bénéficiaires concernés par le présent arrêté afin de leur permettre d'organiser leur vie professionnelle (notamment d'étendre leur activité professionnelle pour les pensionnés qui peuvent désormais percevoir des revenus professionnels illimités) et d'autre part, pour adapter ses programmes informatiques à ces modifications réglementaires;

Vu l'avis n° 56.854/1 du Conseil d'Etat, donné le 10 décembre 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Pensions et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, remplacé par l'arrêté royal du 14 novembre 2002 et par les arrêtés royaux des 17 mars 2004, 5 mars 2006, 15 décembre 2006, 21 août 2008 et 28 mai 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les revenus professionnels du bénéficiaire d'une pension de retraite ne sont plus soumis à la moindre limitation, si, à la date de prise de cours de sa première pension de retraite belge, il prouve une carrière d'au moins 45 années au sens de l'article 4, § 2 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 et dans tous les cas, à partir du 1^{er} janvier de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de 65 ans.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le pensionné âgé de 65 ans dont le conjoint bénéficie d'une pension de retraite accordée sur la base de 75 pour cent des rémunérations brutes visées aux articles 3, § 8 de la loi du 20 juillet 1990 ou 5, § 8 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 est tenu de respecter les plafonds fixés au paragraphe 2. »;

Nota's

(1) Wet van 20 juli 1990 'tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van de werknemerspensioenen aan de evolutie van het algemeen welzijn'.

(2) Koninklijk besluit van 23 december 1996 'tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenen'.

20 JANUARI 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 64 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, artikel 25, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 januari 2003 en artikel 39, vervangen bij de wet van 26 juni 1992 en laatst gewijzigd bij de wet van 11 juli 2005;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Pensioenen, gegeven op 12 november 2014;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 en 26 november 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 6 en 27 november 2014;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat het regeerakkoord van 9 oktober 2014 voorziet dat de maatregelen aangenomen inzake cumulatie van een beroepsbezigheid met een werknemerspensioen in werking treden op 1 januari 2015. Zo zullen de mogelijkheid tot onbeperkte cumulatie voor bepaalde pensioengerechtigden en de voordeliger sanctie in geval van overschrijding van de voorziene grensbedragen door het voorliggend besluit van toepassing zijn vanaf 1 januari 2015. Het is bijgevolg belangrijk en dringend dat de Rijksdienst voor Pensioen enerzijds, onverwijld, de nodige maatregelen kan nemen om zo snel mogelijk de door het voorliggend besluit betrokken gerechtigden te informeren teneinde hen toe te laten hun beroepsleven te organiseren (meer bepaald hun beroepsbezigheid uit te breiden voor de pensioengerechtigden die voortaan onbeperkt beroepsinkomsten kunnen ontvangen); en anderzijds, om zijn informaticaprogramma's aan te passen aan deze reglementaire wijzigingen;

Gelet op het advies nr. 56.854/1 van de Raad van State, gegeven op 10 december 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Pensioenen en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 64 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, vervangen bij het koninklijk besluit van 14 november 2002 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 maart 2004, 5 maart 2006, 15 december 2006, 21 augustus 2008 en 28 mei 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

“§ 4. De inkomsten uit de beroepsbezigheid van de gerechtigde op een rustpensioen zijn niet langer onderworpen aan enige restrictie, indien, op de ingangsdatum van zijn eerste Belgische rustpensioen, hij een loopbaan in de zin van artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 bewijst van ten minste 45 jaar en in alle gevallen, vanaf 1 januari van het kalenderjaar tijdens welke hij de leeftijd van 65 jaar bereikt.

In afwijking van het eerste lid, is de pensioengerechtigde van 65 jaar waarvan de echtgenoot een rustpensioen geniet, toegekend op basis van 75 procent van de in de artikelen 3, § 8 van de wet van 20 juli 1990 of 5, § 8 van het koninklijk besluit van 23 december 1996 bedoelde brutolonen, ertoe verplicht de grensbedragen vastgelegd in paragraaf 2 na te leven.”;

2° le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Si le revenu professionnel du bénéficiaire de la pension dépasse les montants fixés aux paragraphes 2 et 3, le paiement de la pension est, pour l'année civile concernée, suspendu à concurrence d'un pourcentage du montant de la pension égal au pourcentage de dépassement, par rapport aux montants visés aux paragraphes 2 et 3.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le pourcentage de dépassement est calculé au centième près. Pour le calcul du montant de la réduction de la pension, le pourcentage obtenu est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale atteint au moins cinq; dans le cas contraire, la décimale est négligée.

La pension de retraite accordée sur la base de 75 pour cent des rémunérations brutes visées aux articles 10 de l'arrêté royal n° 50 ou 3 de la loi du 20 juillet 1990 ou 5 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996, est recalculée sur la base de 60 pour cent de ces rémunérations, lorsque le conjoint exerce une activité professionnelle dont le revenu dépasse les montants fixés aux paragraphes 2 et 3. »;

3° dans le paragraphe 8, alinéa 1^{er}, la phrase « A partir de 2014, ces montants sont adaptés le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice des salaires conventionnels pour employés du troisième trimestre de l'année précédente conformément à la formule suivante : » est remplacée par la phrase « A partir de 2014, ces montants sont adaptés le 1^{er} janvier de chaque année, par un arrêté ministériel, à l'indice des salaires conventionnels pour employés du troisième trimestre de l'année précédente conformément à la formule suivante : »;

4° dans le paragraphe 9, la phrase « Cette activité professionnelle n'est pas non plus prise en considération pour la condition de carrière de 42 années prévue au § 4. » est remplacée par la phrase « Cette activité professionnelle n'est pas non plus prise en considération pour la condition de carrière de 45 années prévue au paragraphe 4. »;

5° le paragraphe 10 est remplacé par ce qui suit :

« § 10. A l'initiative du ministre qui a les pensions dans ses attributions les montants annuels visés au présent article peuvent être adaptés, par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et après avis du Conseil national du Travail. ».

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté sont applicables pour la première fois aux revenus professionnels de l'année 2015.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Art. 4. Le ministre qui a les Pensions dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions :
D. BACQUELAINE

2° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt :

“§ 6. Als het beroepsinkomen van de pensioengerechtigde de in paragrafen 2 en 3 vastgestelde bedragen overschrijdt, wordt de betaling van het pensioen voor het betrokken kalenderjaar geschorst naar rata van een percentage van het pensioenbedrag dat gelijk is aan het percentage waarmee de in paragrafen 2 en 3 beoogde bedragen worden overschreden.

Voor de toepassing van het eerste lid, wordt het percentage van de overschrijding, in voorkomend geval, berekend tot op één honderdste. Het aldus bekomen percentage wordt voor de berekening van het bedrag van de pensioenvermindering tot de naast hogere eenheid afgerond wanneer de eerste decimaal ten minste vijf is; in het tegenovergestelde geval wordt de decimaal verwaarloosd.

Het rustpensioen toegekend op basis van 75 percent van de in de artikelen 10 van het koninklijk besluit nr. 50 of 3 van de wet van 20 juli 1990 of 5 van het koninklijk besluit van 23 december 1996 bedoelde brutolonen, wordt op 60 percent van die lonen herberekend wanneer de echtgenoot een beroepsbezigheid uitoefent waarvan het inkomen de in paragrafen 2 en 3 vastgestelde bedragen overschrijdt.”;

3° in paragraaf 8, eerste lid, wordt de zin “Vanaf 2014 zullen deze bedragen op 1 januari van elk jaar aangepast worden in functie van het indexcijfer van de conventionele lonen voor bedienden van het derde trimester van het voorafgaande jaar volgens volgende formule :” vervangen door de zin “Vanaf 2014 worden deze bedragen op 1 januari van elk jaar door een ministerieel besluit aangepast in functie van het indexcijfer van de conventionele lonen voor bedienden van het derde trimester van het voorafgaande jaar volgens volgende formule :”;

4° in paragraaf 9, wordt de zin “Deze beroepsactiviteit wordt evenmin in aanmerking genomen voor de loopbaanvoorwaarde van 42 jaren zoals voorzien in § 4.” vervangen door de zin “Deze beroepsactiviteit wordt evenmin in aanmerking genomen voor de loopbaanvoorwaarde van 45 jaar zoals voorzien in paragraaf 4.”;

5° paragraaf 10 wordt vervangen als volgt :

“§ 10. Op initiatief van de minister die de pensioenen onder zijn bevoegdheid heeft, kunnen, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit en na advies van de Nationale Arbeidsraad, de in dit artikel beoogde jaarbedragen worden aangepast.”.

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn voor het eerst van toepassing op de beroepsinkomsten van het jaar 2015.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

Art. 4. De minister bevoegd voor Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 januari 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen :
D. BACQUELAINE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11022]

19 DECEMBRE 2014. — Arrêté ministériel portant retrait et interdiction de la mise sur le marché des jouets aimants des gammes nanodots « electroplates », « mega » et « coated » de Nanodots DSWD Ltd

Le Ministre des Consommateurs,

Vu le Code de droit économique, les articles IX.2 et IX.4;

Vu l'arrêté royal du 19 janvier 2011 relatif à la sécurité des jouets;

Considérant que les jouets aimants des gammes nanodots « electroplates », « mega » et « coated », doivent être sûrs pour les utilisateurs;

Considérant qu'il a été décidé, lors de la réunion du 23 avril 2012 du “Expert group on toys safety” de la Commission européenne en matière de sécurité des jouets, que ce type de produits doit être considéré comme un jouet;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11022]

19 DECEMBER 2014. — Ministerieel besluit houdende het uit de handel nemen en verbod van het op de markt brengen van het magneetspeelgoed van de reeksen nanodots “electroplates”, “mega” en “coated” van Nanodots DSWD Ltd

De Minister van Consumenten,

Gelet op het Wetboek van economisch recht, de artikelen IX.2 en IX.4;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 januari 2011 betreffende de veiligheid van speelgoed;

Overwegende dat het magneetspeelgoed van de reeksen nanodots « electroplates », « mega » en « coated », veilig voor de gebruikers moet zijn;

Overwegende dat er, tijdens een vergadering van de “Expert group on toys safety” van de Europese Commissie d.d. 23 april 2012, werd besloten dat dit type producten als speelgoed moet worden beschouwd;